



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Centre de traitement  
informatique  
Saint-Etienne

# MARCHÉ 07/2025

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES – CCAP

### MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE DÉTECTION INCENDIE

**Marché à Procédure Adaptée (MAPA)**

*En application de l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 du 03.12.2018*

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 – Objet du marché .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>3</b>
2.1 – Pièces particulières .....	3
2.2 – Pièces générales.....	3
<b>ARTICLE 3 – Durée du marché.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 – Modalités d'exécution du marché.....</b>	<b>3</b>
4.1 – Période d'intervention .....	3
4.2 – Pénalités.....	4
<b>ARTICLE 5 – Développement durable.....</b>	<b>4</b>
5.1 – Éléments à caractère social.....	4
5.2 – Éléments à caractère environnemental .....	4
<b>ARTICLE 6 – Obligations du titulaire.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 7 – Obligations du pouvoir adjudicateur .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 – Conditions d'établissement et d'évolution des prix .....</b>	<b>5</b>
8.1 – Conditions générales d'établissement des prix.....	5
8.2 – Conditions générales d'évolution des prix .....	5
<b>ARTICLE 9 – Conditions de règlement.....</b>	<b>5</b>
9.1 – Périodicité de facturation.....	5
9.2 – Modalités .....	5
<b>ARTICLE 10 – Confidentialité .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 11 – Responsabilités et assurances.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 12 – Sous-Traitance.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 13 – Résiliation .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 14 – Dérogation aux documents généraux .....</b>	<b>7</b>

## **ARTICLE 1 – Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la maintenance des installations de détection incendie du Centre de Traitement Informatique de Saint-Etienne.

Ces prestations ont pour but de maintenir de façon constante le niveau des performances et le service des installations de sécurité incendie de l'organisme.

## **ARTICLE 2 – Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes contre les autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

### **2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES**

- L'acte d'engagement (AE) et son bordereau de prix
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

### **2.2 – PIÈCES GÉNÉRALES**

Les documents applicables sont :

- Le décret N° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif aux marchés publics
- L'arrêté du 16 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité Sociale
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS).

## **ARTICLE 3 – Durée du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée de **un** an à compter de la date de notification.  
Il est renouvelable par voie expresse dans la limite de quatre ans.

L'organisme notifiera par courrier recommandé son souhait ou non de reconduire le présent marché 2 mois avant son terme, soit au plus tard le 31 octobre de l'année.

Le Titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction.  
Les reconductions ne sauraient permettre de modifier les conditions du marché qui aura été signé.

Pendant la durée du marché, l'Organisme disposera d'une possibilité de dénonciation assortie d'un préavis de trois mois.

Outre les clauses de résiliation prévues au C.C.A.G. / F.C.S., le présent marché pourra être résilié par l'Organisme dans les cas suivants et sans préavis :

- Si le Titulaire a encouru trois pénalités en matière d'indisponibilité au cours d'une année,
- Si, pendant chacun des six mois consécutifs, la durée totale d'indisponibilité a dépassé le 20ème de la durée d'utilisation effective, ou si, au cours d'une période de trois mois consécutifs, le Titulaire n'a pu, par deux fois, fournir le matériel de remplacement avant l'expiration de la durée d'indisponibilité,

## **ARTICLE 4 – Modalités d'exécution du marché**

### **4.1 – PÉRIODE D'INTERVENTION**

Toutes les interventions sont prises en compte de manière forfaitaire dans le présent contrat de maintenance et ce, quel que soit l'horaire d'intervention.

Les dommages causés par des circonstances exceptionnelles telles que définies par les assurances sont exclus de la garantie.

## 4.2 – PÉNALITÉS

En cas de manquement, l'Organisme pourra demander des pénalités qui s'élèveront à :

- 20 % du montant mensuel de maintenance par absence de réactivité sur anomalie signalée.
- Celles-ci seront limitées à 3 mois de redevance de maintenance.

## ARTICLE 5 – Développement durable

Les conditions d'exécution du marché devront comporter des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Ces conditions n'ont aucun effet discriminatoire.

### 5.1 – ÉLÉMENTS À CARACTÈRE SOCIAL

Le titulaire du présent marché s'engage à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion.

Les structures d'insertion par l'activité économique ont pour objet principal l'insertion par l'emploi. Il s'agit de mettre en situation de travail des personnes qui, rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, peuvent toutefois être placées en emploi moyennant un soutien. Ces structures proposent à ces personnes des contrats de travail et mettent à la disposition des salariés en insertion un encadrement professionnel et social afin de rendre leur accès le plus rapide au marché de l'emploi classique.

### 5.2 – ÉLÉMENTS À CARACTÈRE ENVIRONNEMENTAL

Le titulaire doit adopter un comportement responsable à l'égard de l'environnement et doit réaliser les prestations du présent marché en limitant les impacts écologiques néfastes.

Par conséquent, le titulaire s'engage à effectuer l'évacuation hors du site et le traitement de tous déchets dus l'exploitation dans le respect de la réglementation en vigueur concernant l'environnement.

## ARTICLE 6 – Obligations du titulaire

Le titulaire est réputé avoir vérifié le contenu de ces documents techniques et avoir une parfaite connaissance :

- de la localisation des équipements à maintenir,
- des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments.

Le titulaire a une obligation de résultat. Il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations et faire état des difficultés provenant de l'état ou de l'exécution des équipements pour ne pas assurer sa prestation partiellement ou en totalité dans le cadre défini par le présent marché.

Le titulaire est responsable de la bonne qualité de l'entretien effectué, ainsi que de la bonne exécution des dépannages réalisés avec des pièces neuves garanties par le fabricant. Toutes ces interventions seront réalisées par un personnel qualifié.

Il s'engage dans tous les cas à assurer le bon fonctionnement des équipements dans la mesure où toutes les règles d'installation et de bonne utilisation sont respectées.

Le titulaire désignera un interlocuteur unique, ayant une connaissance des équipements et des prestations à réaliser sur ces derniers, que le CTI pourra contacter pour toute demande concernant la maintenance.

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, l'ensemble des équipements en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Le personnel de l'entreprise titulaire doit avoir une parfaite connaissance des installations de l'immeuble et être qualifié pour intervenir immédiatement et prendre des décisions qui s'imposent sur l'ensemble des installations.

Le titulaire devra s'assurer de la formation de son personnel et gérer les suppléances en cas d'absence ou de départ.

Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur pour avis, puis mise en application, la procédure détaillée d'appel d'urgence. Les noms et numéros de téléphone sont communiqués préalablement par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 7 – Obligations du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- laisser au titulaire le libre accès aux bâtiments pour l'exécution des prestations, objet du présent marché, et l'autoriser à arrêter momentanément, après accord du pouvoir adjudicateur, l'installation en tout ou en partie pour exécuter ses travaux ;
- mettre à disposition du titulaire les moyens nécessaires au bon déroulement des interventions.
- interdire l'accès aux installations à toute personne non habilitée,
- n'apporter aucune modification aux installations

Toutefois, en cas de carence du Titulaire dans l'entretien des installations, l'organisme se réserve le droit de faire appel directement à une entreprise et ce, aux frais du Titulaire.

## **ARTICLE 8 – Conditions d'établissement et d'évolution des prix**

### **8.1 – CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX**

Le présent marché de maintenance est conclu pour le prix forfaitaire ferme pour la première année. Ce prix figure à l'Acte d'Engagement (AE), le détail de ce prix figure dans le bordereau de prix.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres, soit avril 2021. Ils comprennent tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation.

### **8.2 – CONDITIONS GÉNÉRALES D'ÉVOLUTION DES PRIX**

Les prix sont révisables à la date anniversaire du marché pendant toute la durée dudit marché.

Pour la révision des prix, il sera fait application de la formule suivante :

$$P = P0 \times (0,15 + 0,85 \times \ln/I0)$$

**P** = prix révisé

**P0** = prix de base

**I0** = indice initial correspondant au dernier indice trimestriel définitif connu précédant la signature du marché

**ln** = dernier indice connu au moment de la révision.

**I** = Indice des prix (l'index utilisé est : BtoB – CPF 71.20 – Service de contrôle et analyses techniques)

## **ARTICLE 9 – Conditions de règlement**

### **9.1 – PÉRIODICITÉ DE FACTURATION**

Les redevances de maintenance sont établies de manière trimestrielle (mars / juin / septembre / décembre).

### **9.2 – MODALITÉS**

Le CTI St-Etienne a mis en place le dispositif de réception dématérialisée des factures.

Le titulaire est astreint à l'obligation de transmettre ses factures par voie dématérialisée, et doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition : ChorusPro.

L'application est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire devra pour pouvoir déposer ses factures, renseigner dans l'outil le numéro de SIRET, qui identifiera le CTI St-Etienne en tant que destinataire de la facture : 403 321 458 000 16

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Le Directeur Comptable et Financier de l'organisme règle les sommes dues au titre du présent marché dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture.

## **ARTICLE 10 – Confidentialité**

Le titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par le CTI St-Etienne, dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre elles tout au long de l'exécution du marché.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

## **ARTICLE 11 – Responsabilités et assurances**

Le Titulaire s'engage à fournir dès la notification du marché une attestation d'assurance « Responsabilité Civile » en cours de validité.

Cette assurance doit couvrir tous les risques inhérents au présent marché.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que l'Organisme puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Le CTI Saint-Etienne se réserve le droit de demander une copie de la police d'assurance en cours de validité.

En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

## **ARTICLE 12 – Sous-Traitance**

Toutes les clauses des marchés s'imposent aux sous-traitants qui seront soumis aux mêmes conditions et termes que le Titulaire.

Les sous-traitants seront réglés par l'Organisme.

## **ARTICLE 13 – Résiliation**

Conformément aux dispositions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, l'Organisme se réserve le droit de résilier le présent marché, par lettre recommandée avec accusé de réception et ce avec préavis de 3 mois.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité n'est due au Titulaire en cas de résiliation anticipée du présent marché.

En cas de résiliation, le Titulaire sera tenu d'exécuter les prestations qui auront été contractualisées préalablement à la date de résiliation, et seules les prestations réalisées feront l'objet d'un règlement.

## **ARTICLE 14 – Dérogation aux documents généraux**

Les dérogations au CCAG FCS concernent les points suivants :

Article du CCAP	Dérogations au CCAG	Objet de la dérogation
4.2	Article 14	Pénalités
13	Article 42	Résiliation